

CAC¹ en formation plénière

26 septembre 2023

9h30-13h15

Compte-rendu rédigé par les élu.e.s PULS au sein du CAC

Ordre du jour :

- Approbation des procès-verbaux du conseil académique des 16 mai et 27 juin 2023 ;
- Élection d'un représentant des enseignants-chercheurs de la section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants-chercheurs et enseignants ;
- Présentation du bilan annuel du projet stratégique d'établissement ;
- Questions diverses.

40 votant.es (dont procurations). A la tribune : la Présidente, les VPCR et les VPCFVU.

POINT 0 : INFORMATIONS DE LA PRESIDENTE

- 2024 va très probablement être une année difficile budgétairement ; cela risque d'avoir des effets sur la campagne d'emplois.

Les mesures Guerini (pour le pouvoir d'achat dans la fonction publique, l'augmentation du point d'indice de 1,5%, l'augmentation du remboursement du passe Navigo, l'augmentation des points d'indice des catégories B et C, l'augmentation du point d'indice pour tous les fonctionnaires à partir du 1^{er} janvier 2024, la meilleure prise en charge des frais de déplacement, le compte épargne temps des personnels BIATSS qui prend en compte l'inflation) sont de bonnes mesures mais elles ne seront pas compensées par la subvention pour charge de service public, ni en 2023 ni en 2024. Il y aurait une compensation partielle pour les établissements en mauvaise situation financière. Mais il n'y a pas d'informations précises à ce stade. On est obligé de raisonner en termes de non-compensation. Estimation du coût de ces mesures (attention, précise la présidente), il s'agit d'ordre de grandeur :

- 2,8 millions d'euros pour ce semestre
- 5 millions d'euros pour 2024.

Mais la Ministre demande de ne pas modifier les projets d'investissement ni la campagne d'emplois.

L'université Paris 1 est sous-encadrée en termes d'enseignant.es et de personnels. On va tout faire pour maintenir la campagne d'emplois.

- L'université a été choisie comme université pilote, avec 17 autres, pour la simplification de la gestion de la recherche. Les 2 VP CR pilotent le groupe de travail.
- Pierre-Marie Morel remplace Véronique Darras comme membre du CAC.

POINT 2 : APPROBATION DU PV DU CAC DU 16 MAI 2023 ET 27 JUIN 2023

2a. PV du 16 mai 2023.

Une élue PULS demande une modification du PV, p. 16 : il est écrit que le projet PULS n'aurait pas été retenu en raison du délai de dépôt trop long. Mais ce n'est pas la raison : le projet n'a simplement pas été transmis pour évaluation ; il a été considéré *ex ante* comme ne répondant pas aux

¹ Composé des élu.es CR et CFVU.

conditions de l'appel d'offre. Elle souligne que les élu.es PULS ont bien présenté un projet qui était conforme à l'appel d'offre.

⇒ Vote : le PV est adopté à l'unanimité.

2b. PV du 27 juin 2023.

⇒ Vote : le PV est adopté, avec 7 membres ne prenant pas part au vote.

POINT 1 : ELECTION D'UN REPRESENTANT DES ENSEIGNANTS-CHERCHEURS A LA COMMISSION DISCIPLINAIRE COMPETENTE POUR LES EC ET ENSEIGNANT.

Cette élection a pour objet le remplacement de Véronique Darras, démissionnaire de la CR et du CAC. Une **élue Paris 1 en commun** demande pourquoi on choisit parmi les membres des Conseils centraux, car cela revient à cumuler deux charges lourdes.

Réponse : C'est dans le Code de l'Education.

Une discussion s'engage sur la question de la parité : normalement, il faudrait que soit élue une candidate. Mais en l'absence de candidate, un candidat se présente : **Eric Marquer (élu CR PULS)**.

⇒ Vote (scrutin secret, ne votent que les membres du collège A) : 15 voix pour sur 15 votant.es.

POINT 3 : PRESENTATION DU BILAN ANNUEL DU PROJET STRATEGIQUE D'ETABLISSEMENT.

La **Présidente** présente le document de 15 pages qui a été transmis aux membres du CAC, pour faire un point sur le projet stratégique d'établissement 2021-2024, pour l'année 2022-2023. Il a vocation à être communiqué à la communauté universitaire. Ce bilan n'est pas exhaustif mais met en exergue les principales avancées.

Le Ministère va lancer un appel à projets focalisé sur les SHS², il devrait être publié au cours du mois d'octobre, l'enveloppe globale annoncée est de 200 millions d'euros, peut-être en 2 vagues.

Concernant le projet proprement dit, le bilan est le suivant :

- Objectifs réalisés : 39% ; en cours : 40% ; non réalisés : 20%.
- Doctorat *honoris causa* du Président du Ghana.
- Développement des cellules d'aide au dépôt des projets européens.
- Financements pour développer le soutien aux projets de l'université vers ses *alumni* et par la Fondation : obtenir des financements par le mécénat.
- Assises du développement durable.
- États généraux de la recherche.
- Lancement de l'auto-évaluation pour l'HCERES³.
- Offre de formation à distance complétée, en particulier en M2 en droit et L arts plastiques, en remplacement du CNED. Concerne environ 600 étudiant.es.

Un élément très important depuis l'année dernière : la construction du centre la Chapelle Campus Condorcet. Un surcoût de construction de + 22 millions d'euros (négociation avec la Région et la Ville de Paris à l'automne 2022 : le surcoût a été accepté). Le bâtiment sort de terre (1^{ère} pierre juin 2023, les entreprises respectent le planning). Ouverture prévue en septembre 2025 : assez tendu et les L1 et L2 SHS vont y aller + montée de l'Humathèque (grande bibliothèque de Condorcet, à disposition de toute la communauté universitaire) + recrutement d'une coordinatrice pour Sorbonne Alliance (P1, P3, ESCP Business School) : suivi des projets mais le but n'est pas d'avoir une super structure, il faut accompagner des projets.

² Sciences humaines et sociales

³ Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

Jérôme Glachant VP CFVU : une convention sera proposée à la prochaine CFVU pour quelques étudiant·es de L3 ESCP Business School parcours histoire de l'art et archéologie (supplément de formation en management).

La Présidente : des projets de doubles-licences vont être développés avec Sorbonne Nouvelle. Egalement des offres de financements Ile-de-France : Le dispositif étudiant Mentor (200K euros) pour les bibliothèques : financements de 34 contrats étudiant·es (6 à 8 mois). Un complément pour les étudiant·es. Dispositif lancé cette année, à voir s'il est renouvelé. Opportunités dans d'autres secteurs.

Dans le cadre de l'appel à projets chaire SHS : on a obtenu une chaire histoire et archéologie-histoire (travailler sur l'environnement, la santé animale, etc.) ainsi qu'une dotation recherche et recrutement pour un stagiaire financé par la région (peu de chaires au total, il est difficile d'en obtenir une), une candidature commune pour Sorbonne Alliance.

+ 100K euros d'aides sociales (ce qui augmente la possibilité d'aider les étudiant·es).

+ Una Europa : on est toujours pilote dans le cadre d'un certificat en études européennes, dans le cadre du Bachelor études européennes il y a la création du certificat d'études européennes et nous accueillons des étudiant·es du Bachelor au sein de nos cours à Paris + construction d'un Bachelor en *sustainability* (pour la rentrée 2024) + coordination de la chaire Una Europa patrimoine culturel. Obtention de financements conséquents pour la recherche européenne grâce à Una Europa. Lancement du financement Una.Futura⁴ (ce qui témoigne d'une belle reconnaissance de P1 de la part du Ministère) : c'est très positif.

Une élue Fédé : il y a des inquiétudes sur le manque d'encadrement / décharge de cours. Concernant le *bachelor*, la personne qui doit y intervenir est déjà arrivée mais, avant même le lancement du *bachelor*, elle a déjà un emploi du temps complet. Quand le projet *Bachelor* sera lancé, que va-t-on faire si la personne recrutée n'a pas de temps pour s'en occuper ?

La Présidente : notre université est sous encadrée de façon générale, c'est évident. Le recrutement a été fait en avance et il marque tout de même un soutien de la part de l'université.

Sur un autre plan, qui concerne l'international : a été passé un accord global avec l'université Howard à Washington pour développer les activités recherches avec P1 + préparation d'autres accords avec l'université de Sao Paulo (mobilité des enseignant·es chercheurs et étudiant·es, accords pour les formations, etc.) et avec la Corée du Sud (SKKU⁵).

Il y a également de nombreux autres chantiers, qui sont listés :

→ Transformer nos modes de fonctionnement : au CA, 500K euros, voté ; évaluation du HCERES, au niveau de l'établissement, et des formations. Poursuite également du travail de l'agenda social (on entre dans l'acte 2, qui concerne le régime indemnitaire des personnels BIATSS).

→ Adoption de la chartre des contractuel·les et déploiement de OSE, dont les buts sont la mensualisation des vacataires et une plus grande transparence sur les formations et l'évolution des dossiers

→ Révision complète des modalités de production des actes juridiques (délibération arrêtés, composition de jurys et commissions, etc.)

→ Question des conventions (dématérialisation)

→ Production et adoption du plan de sobriété énergétique (automne 22)

⁴ <https://www.pantheonsorbonne.fr/actualite/una-europa-lance-unafutura-experience-digitale-europeenne-unique>

⁵ Université Sungkyunkwan (Séoul)

→ Inventaire de la commission immobilier (remerciements au VP patrimoine, mobilier et immobilier, Nicolas Canry et à la DPI⁶)

→ Poursuite des travaux pour améliorer les conditions de travail des personnels (centre Cujas, bibliothèques, etc.).

Raphaëlle Laignoux, VP CFVU : on a créé une nouvelle antenne du centre de santé (partagé par P1, P3 et Paris Cité) au centre Saint Charles (ouverture courant octobre).

Une élue PULS souhaite revenir sur certains points.

La première concerne une demande de précisions sur la « construction du Bachelor *sustainability* » : est-ce un diplôme payant ?

La Présidente : le projet n'est pas définitivement fixé. Il s'agit d'un diplôme en partenariat avec d'autres universités ; il sera payant car l'université de Cracovie est pilote. Ce n'est pas un diplôme national mais un diplôme d'établissement du type *Erasmus Mundus* au niveau Licence qui devrait s'inscrire sur une mention innovante sur la transition écologique, interdisciplinaire à P1 économie/géographie : il y aura des réunions avec le Ministère pour discuter de ce programme innovant en développement durable. On avance petit à petit.

L'élue PULS ne doute pas de la qualité du projet mais le problème sera le coût / payant.

La Présidente : le projet sera présenté au CA.

L'élue PULS : il est fait référence aux possibilités pour les étudiant·es d'aller faire des séjours d'études à la *Howard University* (qui est une université privée) : quid des frais d'inscriptions ?

La Présidente : il n'y aura pas de frais augmentés mais nous demanderons au VP RI (Camille Salinési) de faire un point sur ce thème lors d'une prochaine réunion.

L'élue PULS : il est fait référence au recrutement d'un personnel dédié au sein de la DIREVAL et D2P : on a du mal à s'y retrouver, serait-il possible d'avoir un organigramme de ces services au sein de la CR pour savoir qui fait quoi ?

La Présidente : on a publié une fiche de poste pour un DGSA⁷ qui a été recruté (en charge de l'organisation de la recherche à P1 notamment) : arrivée 1^{er} semestre 2024. Un organigramme avait été construit à cette occasion.

L'élue PULS : concernant la mention du dialogue de gestion avec les unités de recherche : à quoi cela sert-il puisque c'est clairement de la compétence de la CR ?

Violaine Sébillotte, VPCR : la compétence de la CR n'est pas remise en cause mais les unités de recherche peuvent avoir des besoins particuliers. On doit le savoir pour des questions de projections RH et budgétaires.

Les élu·es PULS : concernant la politique de développement durable de l'université, etc., il faudrait penser à faire fabriquer les tee-shirts, stylos et autres accessoires de P1 ailleurs qu'en Chine, au Pakistan, en Inde... Encore un nombre important de ces produits le sont, et le message envoyé est quelque peu brouillé...

La Présidente : l'université s'y engage, il y a toutefois encore des stocks à écouler mais nous voulons faire en sorte de limiter nos émissions de CO2.

⁶ Direction du patrimoine et de l'immobilier

⁷ Directeur général des services adjoint

Question d'un étudiant à propos des régimes indemnitaires pour les personnels.

La Présidente : on fait un effort considérable, sur les primes BIATSS. Il y a eu négociation : au début, la somme totale réservée pour payer ces primes était de 160 000 euros ; après négociation, cette somme s'est élevée à 304 000 euros.

L'étudiant : à la fin du document du bilan, est fait référence à l'acte III du dialogue social. En quoi cela consistera ?

La présidente : c'est la continuité du dialogue déjà engagé. Avec un sujet très important qu'on a du mal à faire avancer : celle de l'accès des personnels aux restaurants.

La présidente continue la présentation du bilan, avec l'Acte III : innover dans le cadre de nos missions. Cela renvoie à plusieurs thèmes qui sont énoncés :

- Développement d'un nouvel outil « Expert Finder System ».
- Poursuite du déploiement du projet Sorb'Rising
- Sur la formation, ouverture formation à distance. CFVU : développement des soutiens auprès des formations, via des budgets (fléchés sur opérations précises). Projet epigram qui va aboutir cette année (projet développé par le DDL). PIA : développement pour approfondir les questions d'expression orale (recrutement d'un prof contractuel, avec service PRAG). Accent sur l'internationalisation des formations et sur l'hybridation des formations. Réflexion sur la question de l'innovation pédagogique.

Une élue Paris 1 en Commun : il est fait référence à l'égalité dans le document. Or, une des conséquences de Parcoursup a été de fermer l'accès à la première année aux étudiants ne venant pas d'un baccalauréat général. Aujourd'hui, il a été question au niveau du droit, de fermer la « capacité en droit ». Cela créera un problème pour des jeunes intéressés par le droit mais qui manque d'information, qui ont un parcours atypique, etc., et qui ne pourront plus venir à Paris 1 faire des études de droit. On en a discuté au sein de l'EDS...

Jérôme Glachant VP CFVU : du point de vue de l'information, on travaille sur un projet « génération », qui peut aborder statistiquement la provenance de nos étudiants. Sur les autres aspects, la question posée concerne la capacité mais aussi le DAEU (diplôme d'accès aux études universitaires) : comment, par rapport à des logiques de composantes, peut-on impulser des politiques qui dépassent ces composantes ? La réponse proposée = suppression du présentiel. Car on se heurte à un problème de financement : il faut aller chercher des financements extérieurs.

Raphaëlle Laignoux, VP CFVU : à propos de la formation continue : on en a parlé ; on a évoqué ces étudiants, ce type de public.

La présidente : ces questions ne concernent pas le bilan que l'on aborde aujourd'hui, mais on y viendra dans les années prochaines

Un étudiant : il y a aussi des difficultés par rapport aux frais d'inscription à l'IED, sans possibilité de réduction pour les étudiants boursiers.

Jérôme Glachant VP CFVU : on a des formations spécifiques qui échappent aux commissions d'exonération. C'est un sujet sur lequel on doit progresser (création d'une commission d'exonération mais toute exonération suppose un financement).

La Présidente continue, en demandant à la VP de la CFVU que soit présenté le projet RAMPE

Raphaëlle Laignoux, VP CFVU : présentation très succincte du plan handicap

La Présidente : présentation du 4ème point du bilan qui porte sur la « Participation aux évolutions de la société ».

Un étudiant : où en est le schéma directeur de la vie étudiante ?

Raphaëlle Laignoux, VP CFVU : ça vient de commencer. Un tel schéma doit être rédigé (incitation du ministère). Nous avons décidé de nous faire aider par un cabinet « solution campus » : 4 personnes supplémentaires pour nous aider à rédiger ce schéma. Premier élément de travail : recueillir la parole des étudiants, à travers les élus étudiants dans un premier temps, puis élargissement aux étudiants non élus. On a reçu un financement pour cela.

Un étudiant : en CFVU avait été évoqué un projet de charte. Peut-on revenir dessus ?

Raphaëlle Laignoux, VP CFVU : il s'agit de la charte FIDUE. Le texte est à présenter en novembre.

POINT 4 : QUESTIONS DIVERSES.

Une étudiante : il y a eu une annonce, lors du conseil d'UFR 02, d'un changement dans le financement des masters en apprentissage.

La présidence : ce changement qui concerne uniquement la présentation, mais non le financement. Une discussion sur l'apprentissage se développe.

Une autre étudiante : parmi les priorités dans le bilan, il n'est pas fait mention de la cellule égalité.

La présidente : ce n'est pas mentionné car c'est une priorité depuis le début

Une élue BIATS : question sur la mission pilote de l'université en termes de SI, est-ce qu'on a une durée de cette mission ? Quel financement ?

Réponse Cécile Faliès, VP CR : on a été au courant de cette mission assez tard, avec copie à rendre en juin 2024. France Université se réunit tous les mois, avec les VP Recherche généralement. Discussion sur la méthode : adresse mail dédiée ; courrier adressé aux Unités de recherche, avec 6 parties d'un questionnaire. Remontée au ministère une fois par mois.

Présidente : pas de moyen spécifique car ce sont des groupes de travail internes. Idée que coordination entre universités, pour se donner des idées.

Compte rendu rédigé par les élu.es PULS

PULS le site : <https://listepulsparis1.wixsite.com/puls>

